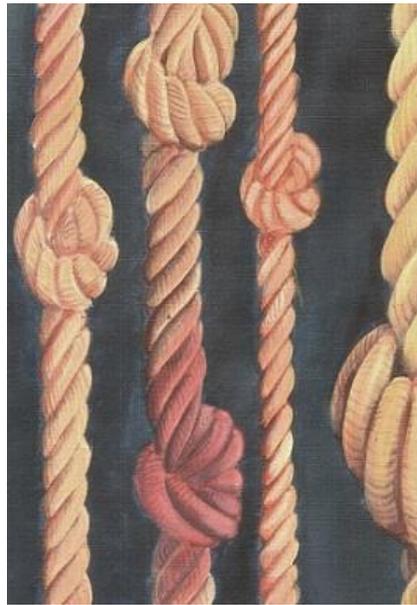


Politique du nœud coulant



■ Nombreuses sont les contributions et analyses qui paraissent ici et là sur la question du « passe sanitaire » et les effets liberticides prolongés que son utilisation, comme moyen de contrôle et de ségrégation, risquent d'induire sur le temps long d'une pandémie sans fin et, au-delà. Par basculement d'évidence, comme pour le télétravail et l'enseignement numérique, le « monde d'après » se profile pour ce qu'il est dans la tête de ses dirigeants : une société de flicage permanent où personne n'échappera au regard du Léviathan. Dans tout ce qui se publie sur cette question du « passe sanitaire », il y a du confus, de l'idéologique et du bon. Dans cette cascade, il est nécessaire d'opérer un tri pour ne garder que des éléments d'information ou de réflexion fondés sur la rationalité critique et susceptibles d'éclairer les mobilisations annoncées et à venir de cet été de reprise d'offensive. Les deux textes qui suivent – « L'impasse sanitaire », signé par « quelques hérétiques ordinaires », et « La revanche de Macron », de Bertrand Louart – y contribuent. – À contretemps.



L'impasse sanitaire

Certes la vaccination n'est pas pour tous obligatoire.

C'est bien en appuyant sur la peur de ne plus pouvoir lever le petit doigt que le gouvernement compte transformer la population entière en rats de laboratoire.

Mais au-delà des doutes quant à la pertinence de la vaccination de masse par un vaccin inachevé et potentiellement dangereux, souhaitons-nous vraiment nous promener avec sur le front la marque, le tampon, le QR code qui fera de nous, par l'effet miraculeux d'une piqûre, des citoyens fréquentables ?

Avons-nous un quelconque goût pour une vie dont les prémices, la condition et la finalité seraient l'exhibition indécente de notre état de santé ?

Nous sommes déjà depuis un an et demi (et davantage) sidérés par un torrent d'informations morbides, alarmantes et contradictoires, et des mesures liberticides qui nous éloignent toujours plus du monde réel, vécu.

Et voici que l'on exige de nous, au nom d'une « responsabilité citoyenne », d'obéir à la peur, d'appeler cela « courage » et de diviser la société en deux. Il n'y a aucune vertu à se faire vacciner.

Vacciné ou pas cela ne nous regarde pas, cela n'a pas à être divulgué, cela n'est pas de l'ordre du débat public, cela ne peut être une monnaie d'échange, une considération d'existence et d'identité. Cela est du domaine de la croyance, de l'intime, de l'abandon.

Et si je refuse d'être vacciné, ou si, même vacciné je refuse de l'exhiber, vais-je être mis au ban de toute vie publique ? Vais-je pour cette raison perdre mon emploi, ne plus fréquenter mes proches ? Quelle est cette vie où l'on est forcé de présenter publiquement une preuve virtuelle d'une autorisation à exister ? D'afficher une légitimité numérique au détriment de notre simple présence ?

Et ceux qui refusent la vaccination (et qui n'empêchent personne de l'accepter) doivent-ils subir la suspicion permanente d'être des dangers jusqu'à l'intégrer viscéralement au point de signaler leur présence par une cloche, tels des lépreux ? Par ailleurs le respect de la confidentialité et du secret médical nous permettait encore d'être humains avant que de n'être plus que des malades potentiels, administrés sous identités sanitaires.

A-t-on l'envie, lorsque l'on monte un commerce ou que l'on travaille dans un lieu public, de servir d'agent à la politique paranoïaque d'un gouvernement en campagne, au prix de la courtoisie et de l'hospitalité la plus élémentaire pour une vie digne ? Autrement dit, est-ce que les cafetiers, épiciers, bibliothécaires, ouvriers, guichetiers, etc. doivent avoir pour ambition d'être des flics ? D'exiger avant même d'entamer la conversation les états de santé du public ?

Et voici que, non pour des raisons de santé mais par peur de disparaître et de se voir fermer les portes de tout espace public, des millions de gens vont subir un acte médical, un outrageux baptême pour accéder à une communauté dont toute vie déserte au profit de l'absolutisme numérique.

Après 200 ans d'expériences biochimiques en tous genres, nous devrions nous satisfaire de n'être plus que des cobayes plus ou moins consentants de l'industrie pharmaceutique. Les limites éthiques (certes peu efficaces) issues de Nuremberg, à la suite des crimes nazis, volent en éclats ; les expériences scientifiques sur le matériel humain n'ont plus de garde-fou. Nous sommes désormais en phase 3 permanente du laboratoire-monde.

Pour avoir une chance de retrouver un chemin praticable, il faut rappeler, en deçà ou au-delà de toutes les controverses, que le Covid est d'abord une maladie industrielle :

- par son émergence (que ce virus vienne de l'artificialisation d'espaces sauvages, d'un laboratoire d'apprentis-sorciers mal confinés ou des boîtes de Pétri sans couvercle que sont les élevages hors-sol, c'est bien le développement industriel qui en est la cause) ;
- par sa propagation (le développement inouï et délirant du commerce mondial est bien entendu l'unique cause d'une contamination planétaire à une vitesse totalement inédite) ;
- par le type de personnes qui en meurent (la grande majorité des personnes mortes du Covid étaient atteintes de maladies chroniques dont la responsabilité incombe essentiellement à l'environnement industriel dans lequel on nous condamne à habiter).

Il est moins temps que jamais de s'abandonner aux promesses de l'industrie.

Ne nous leurrions pas. De ces microbes infectieux émergents nous n'en sommes qu'au début. Déjà en élevage depuis 30 ans, nous subissons les effets des normes sanitaires en réponse à ces nouvelles épidémies : il ne s'agit pas de s'attaquer aux causes – la prolifération des modes d'élevage hors-sol (si proches des conditions de vie de la

majorité des humains) –, mais de faire disparaître les élevages en plein air qui restent pourtant les seuls à promettre de nous sortir d'une vie mortifère illusoirement maintenue sous cloche.

Nous décidons donc de soutenir de manière sincère et non virtuelle toute personne réfractaire au passe sanitaire et à la politique de vaccination de masse, de combattre la pression insidieuse qui fermente entre collègues, amis, proches, etc., de ne pas prêter l'oreille à la propagande d'État qui vend l'usage du vaccin avec une aura de bienveillance mensongère, de nous regrouper autour des lieux publics et commerces qui affirment leur refus d'obtempérer, de faire vivre cette question dont l'absence nous pèse : pourquoi vivons-nous ?

Quelques hérétiques ordinaires

– tract diffusé à Paris –



La revanche de Macron

Le 12 juillet 2021, Macron déclare : « En fonction de l'évolution de la situation, nous devons nous poser la question de la vaccination obligatoire pour tous les Français. [...] Mais je fais le choix de la confiance. J'appelle solennellement tous nos concitoyens non vaccinés à aller se faire vacciner au plus vite. »

Traduction en bon français : il n'y a aucun choix. Soit vous vous faites tous vacciner volontairement, soit il finit par rendre la vaccination obligatoire. Mais la manière dont il formule cette pseudo-alternative rend cette obligation à venir bien plus sympathique. Elle dépend de nous ! Il nous fait confiance ! On peut éviter la vaccination obligatoire ! Pour ça, il suffit qu'on aille tous se faire vacciner ! Un peu comme s'il nous disait : « Comme je suis sympa, je vous propose de jouer avec moi à pile ou face : face, je gagne ; pile, vous perdez. »

Aussi ajoute-il : « La vaccination n'est pas tout de suite obligatoire pour tout le monde. Nous allons étendre au maximum le passe sanitaire pour pousser le maximum d'entre vous à aller vous faire vacciner. » Macron atteint ici le sommet de l'hypocrisie : la vaccination n'est pas obligatoire, mais le gouvernement va rendre tellement difficile la vie des non-vaccinés qu'ils n'auront d'autre choix que de se faire vacciner. On ne vous oblige pas, mais vous êtes obligés.

Fin avril 2021, le même avait pourtant déclaré : « Le passe sanitaire ne sera jamais un droit d'accès qui différencie les Français. Il ne saurait être obligatoire pour accéder aux lieux de la vie de tous les jours comme les restaurants, théâtres et cinémas, ou pour aller chez des amis. »

Mais lorsqu'on a un système de surveillance si performant entre les mains, pourquoi se priver de l'utiliser ? C'est tellement pratique !

Au-delà du fait que le chef de l'État se fout de la gueule du monde en direct à la télévision, ce jour-là, Macron a pris sa revanche sur les divers mouvements sociaux de ces dernières années, de la réforme des retraites en passant par les grèves de soignants, et bien sûr, plus que tout, sur le mouvement des Gilets jaunes qui lui a foutu la trouille un moment. En déclarant « je vous fais confiance ! » tout en mettant en place des mesures de contrainte incontournables, il ne dit rien d'autre à tous ceux et celles qui ont contesté sa politique ces dernières années et continuent à la contester

aujourd'hui : « maintenant, vous allez plier l'échine, vous allez vous soumettre à mes injonctions – et cela d'abord dans votre corps, afin que ce reniement marque à jamais votre esprit ».

Après les multiples claques qu'il a reçues ces dernières années et ces derniers mois, Macron tient sa revanche sur tous les Français, par trop indociles à son goût. Le 14 juillet, il était à la fête : militaires marchant au pas, 10 000 spectateurs dans la nasse des Champs-Élysées passés aux QRcode et fouillés, 2 à 3 millions de futurs vaccinés après son discours...

La devise de tous les pouvoirs, c'est « diviser pour régner ». Et il a joué à fond sur la division entre vaccinés et non-vaccinés : « Depuis plusieurs semaines, le gouvernement a décidé de faire du non-vacciné le bouc-émissaire de la situation sanitaire. La rhétorique gouvernementale est simple: si nous devons nous reconfiner à la rentrée, ce sera la faute des non-vaccinés, et il est hors de question que les vaccinés payent pour ceux qui ont décidé de faire preuve d'incivisme. Tout un chantage au reconfinement s'est mis en place, avec pour conséquence un climat absolument détestable où le non-vacciné est devenu une sorte d'épouvantail collectif. Sur les réseaux sociaux, la haine se déverse, certains allant même jusqu'à demander qu'on enferme les récalcitrants ou qu'on leur fasse payer tous les frais d'hospitalisation liés au Covid. Et sur les chaînes de télévision, certains chroniqueurs ont participé de ce climat haineux, certains allant même jusqu'à appeler à ce que la police vienne chercher les non-vaccinés pour les amener en centres de vaccination.¹ »

Ensuite, il faut simplifier le problème pour lui apporter une solution unique. En l'occurrence, en réduisant la sortie de l'épidémie à la seule solution technique de la vaccination. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, le 18 juillet : « Il faut être clair : dorénavant, c'est soit la vaccination générale, soit le tsunami viral, il n'y a pas d'alternative. » *There is no alternative !* comme disait la Première ministre britannique Margaret Thatcher, qui a imposé ses réformes ultra-libérales dans les années 1980.

Or le vaccin protège des formes graves de la maladie, mais n'empêche pas la transmission du virus, même si la charge virale des vaccinés est moindre. Ce « détail » ne semble pas notifié à ceux qui sont vaccinés, et l'on voit déjà des touristes (vaccinés, il faut le supposer) abandonner masque et gestes barrières dans les commerces et les lieux clos².

« Il n'y a aucune pédagogie. Les spots publicitaires du gouvernement pour inciter à se vacciner sont des spots d'injonction. [...] Ces spots n'expliquent pas du tout pourquoi il faut vacciner, comment ça fonctionne, ils ne rassurent pas sur ce qu'est l'ARN messenger, ils ne répondent pas aux préoccupations des personnes. Or, il faut y répondre, même si ces préoccupations peuvent paraître parfois idiotes aux spécialistes. C'est légitime que des personnes puissent se poser des questions sur des produits qui ont été développés en si peu de temps.³ »

Il est manifeste que la « politique sanitaire » est de plus en plus le prétexte d'une reprise en main autoritaire de la société. Sous l'injonction faite à chacun de « sauver des vies » en luttant contre le virus, la propagande des autorités et des médias tend à « naturaliser » son existence: c'est un fléau qui n'a plus de cause identifiable et pour seule conséquences des malades et des morts. N'ayant plus de cause, la vaccination

¹ Mathieu Slama, « Le passe sanitaire introduit une rupture fondamentale dans notre contrat social », *Le Figaro*, 13 juillet).

² Deux exemples récents ont prouvé que le passe sanitaire est très loin d'être infaillible. Aux Pays-Bas, 1 000 festivaliers ont été contaminés. Même cas de figure à Bordeaux, où 21 personnes ont attrapé le Covid en boîte de nuit.

³ Jérôme Martin, *BastaMag*, 16 juillet.

est la solution miracle (*exit* l'immunité naturelle que nombre de personnes ont développé au contact du virus). Ayant pour seule conséquences des malades et des morts, le numérique pourvoit à tout le reste pour les autres et justifie les mesures les plus coercitives et injustes.

L'annonce quotidienne du nombre des « cas » détectés, des hospitalisations et des morts du Covid-19, sans point de comparaison (il y a environ 1 600 morts par jour et France, toutes causes confondues), fait oublier les autres causes de morbidité.

Car, curieusement, on ne fait pas autant de foin pour le cancer qui tue autant, sinon plus par année. En France, en 2018, l'estimation du nombre total de nouveaux cas de cancer est de 382 000 et pour les décès par cancer : 157 000⁴. Et ce ne sont que des estimations, parce qu'en France, il n'y a pas de registre des cancers qui couvre tout le territoire. À l'heure du Big Data, c'est étonnant non ? Pourtant, « selon Santé publique France, entre 1990 et 2018, donc en près de trente ans, l'incidence – le nombre de nouveaux cas de cancers sur une année – a augmenté de 65 % chez l'homme et de 93 % chez la femme.⁵ »

En soulignant cela, il ne s'agit pas de jouer une maladie contre une autre, mais de retrouver la mesure de l'épidémie et de ses causes. La nourriture ultra-transformée, la pollution par les pesticides, les métaux lourds, la radioactivité et j'en passe... induisent des cancers chez certains et affaiblissent les défenses immunitaires de tous. Les fameuses « comorbidités » si fatales à nombre de gens contaminés par le Covid-19, n'ont pas d'autre origine.

Mais si le gouvernement devait s'attaquer aux véritables causes du cancer, il faudrait qu'il s'en prenne aux intérêts des industriels et des capitalistes (et des nucléaristes). Il faudrait que l'État sape les bases mêmes de sa propre puissance. Il est donc plus simple de faire porter la responsabilité sur le comportement des individus que de reconnaître que le problème a également des causes globales et structurelles : le mode de vie fondé sur la consommation de marchandises et la puissance industrielle.

Il y a donc clairement deux poids et deux mesures. Mais l'urgence et la peur de l'épidémie, le bruit et la fureur médiatiques sont là pour le faire oublier. La dégradation des conditions de la vie sur Terre génère déjà dans de nombreuses régions du globe des catastrophes. L'instauration du passe sanitaire est la première illustration de la gestion autoritaire du désastre lorsque celui-ci atteint les pays industriellement avancés. Raison de plus pour ne pas le laisser passer...

Bertrand LOUART

Article publié dans la feuille hebdomadaire de Radio Zinzine,
L'Ire des chênaies, n° 870, 21 juillet 2021.

[Compléments d'information]

L'autocrate Macron. – La décision de mettre tout le monde sous « passe sanitaire » pour réaliser des actes du quotidien est issue directement d'Emmanuel Macron. Il a décidé seul. Le résultat est, par ailleurs, sans appel et les membres du gouvernement ont passé leur semaine à faire le service après-vente et à amender cette décision puisqu'elle était inapplicable.

Macron avait dit en juin à des ONG qu'il soutiendrait la demande de levée des brevets sur les vaccins contre le Covid pour en garantir l'accès partout. Mais il n'en a plus du tout parlé dans son discours du 12 juillet. En revanche, il a annoncé qu'il y aurait, dès janvier, une troisième dose de vaccin en France pour les personnes déjà vaccinées.

⁴ Dans le monde, en 2018, 18,1 millions de nouveaux cas et 9,6 millions de décès (source : Santé publique France).

⁵ Celia Izoard, « Cancer : l'art de ne pas regarder une épidémie », *Terrestre*, juillet 2020.

Il n’y a pourtant aucune recommandation officielle indiquant qu’il y aurait besoin d’une troisième dose. Les laboratoires ont dit que ce serait bien de faire ça, c’est tout. Nous avons donc un président de la République qui reprend immédiatement les discours des laboratoires sans aucun filtre. Et cette annonce est problématique quand on voit la situation dans le monde : on est en train de pré-réserver des doses pour une troisième injection pour les personnes qui n’en ont pas forcément besoin ici, alors même que seulement 2 % des personnes sont vaccinées en Afrique.

Kouchner en chef de guerre.– « Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment. » (Loi Kouchner du 4 mars 2002).

Le vaccin sera-t-il bientôt obligatoire ? Bernard Kouchner (né en 1939), ancien ministre de la Santé, a déclaré le 11 juillet 2021 : « Croyez-moi, ça sera fait. » Il s’est montré très ferme envers les derniers réticents à la vaccination : « Ceux qui, face à ce virus, choisissent de “se battre” individuellement sont, sinon des déserteurs, du moins des alliés du virus. La vaccination n’est pas un sujet personnel. La refuser, c’est une trahison. Il faudra une loi ! »

B. L.

– À *contretemps* / Odradek / juillet 2021 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article861>]



AC